

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/193
10 février 2003

(03-0841)

Comité des obstacles techniques au commerce

ANALYSE DES PRIORITÉS ÉTABLIES PAR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DANS LEURS RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE EN VUE D'UNE "ENQUÊTE VISANT À AIDER LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES À DÉFINIR ET À CLASSER PAR ORDRE DE PRIORITÉ LEURS BESOINS PARTICULIERS DANS LE DOMAINE DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE"

Note du Secrétariat

Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

1. À la réunion qu'il a tenue le 17 octobre 2002, le Comité a demandé au Secrétariat de faire une analyse des priorités établies par les pays en développement Membres dans leurs réponses au questionnaire en vue d'une "Enquête visant à aider les pays en développement Membres à définir et à classer par ordre de priorité leurs besoins particuliers dans le domaine des obstacles techniques au commerce" (G/TBT/W/178). La présente note a été élaborée en réponse à cette demande.

2. En analysant les réponses qu'il a reçues¹, le Secrétariat a dénombré sept principaux domaines dans lesquels des besoins ont été indiqués, et a défini, pour chaque domaine, les activités d'assistance technique/de coopération correspondantes. Parmi les 45 réponses:

- 33 indiquent le besoin d'une amélioration de la connaissance de l'Accord OTC, y compris de son Annexe 3, ainsi que d'une diffusion de l'Accord et d'une sensibilisation à celui-ci;
- 32 indiquent la nécessité d'une mise en œuvre effective de l'Accord;
- 33 indiquent le besoin d'échanger des données d'expérience entre les Membres et d'établir des contacts/une coopération au niveau bilatéral;
- 29 indiquent la nécessité d'une coordination et d'une stratégie aux niveaux national et régional;
- 43 indiquent des besoins en matière d'infrastructure et de renforcement des capacités;

¹ En janvier 2003, 50 réponses avaient été communiquées par des pays en développement Membres et par le Liban* (pays candidat à l'accession), parmi lesquelles 45 fournissaient des renseignements sur les besoins de ces pays classés par ordre de priorité.

- 20 indiquent le besoin d'une assistance pour participer aux travaux du Comité OTC de l'OMC et d'autres organisations; et
- 16 indiquent des besoins en matière d'accès aux marchés et dans d'autres domaines.

3. Le tableau ci-après montre la fréquence des besoins spécifiques qui ont été indiqués en matière d'assistance technique/de coopération.

BESOINS INDICUÉS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE TECHNIQUE/DE COOPÉRATION	POURCENTAGE CALCULÉ SUR LA BASE DES 45 RÉPONSES
Amélioration de la connaissance de l'Accord, diffusion de l'Accord et sensibilisation à celui-ci, y compris le renforcement des capacités locales et des ressources humaines pour les questions relatives aux OTC	73%
Infrastructure et renforcement des capacités en rapport avec les dispositions de l'Accord relatives à la transparence	69%
Coordination et stratégie aux niveaux national et régional (par exemple, établissement/renforcement de groupes de travail/de programmes concernant les questions relatives aux OTC; élaboration d'une "stratégie pour la commercialisation" à l'intention du secteur privé; diffusion de renseignements destinés aux producteurs et aux exportateurs; et mise en place d'une approche régionale en ce qui concerne les bonnes pratiques de réglementation)	64%
Infrastructure et renforcement des capacités en rapport avec les organismes d'évaluation de la conformité	62%
Aux fins de la mise en œuvre effective de l'Accord dans le domaine des pratiques de réglementation	51%
Échange de données d'expérience entre les Membres et contacts/coopération au niveau bilatéral en vue de la mise en œuvre de l'Accord	44%
Infrastructure et renforcement des capacités en rapport avec les organismes à activité normative	35%
Amélioration de l'accès aux marchés et autres activités (par exemple, dispositif plus accessible et plus rentable dans les systèmes d'évaluation de la conformité des pays développés Membres; services de certification de systèmes pour les PME; formation sur la manière de négocier des ARM et de participer à ceux-ci; et fourniture de documentation technique portant sur divers domaines)	35%
Aux fins de la mise en œuvre effective de l'Accord en ce qui concerne les dispositions relatives à la transparence	31%
Échange de données d'expérience entre les Membres et contacts/coopération au niveau bilatéral pour tirer parti de l'Accord	31%
Échange de données d'expérience entre les Membres et contacts/coopération au niveau bilatéral en vue du renforcement des capacités	29%
Participation aux travaux des organismes compétents (par exemple, concernant des activités normatives au niveau international)	29%
Participation aux travaux du Comité OTC de l'OMC	27%
Aux fins de la mise en œuvre et de l'administration efficaces de l'Accord en général	24%
Aux fins de la mise en œuvre effective de l'Accord dans le domaine de l'élaboration, de l'adoption et de l'application de normes	22%
Autres activités concernant l'infrastructure et le renforcement des capacités (par exemple, modernisation du système/cadre réglementaire et normatif; création d'une base de données/d'inventaires pour des évaluations environnementales; et fourniture de documentation technique)	15%

DOMAINES DANS LESQUELS DES BESOINS ONT ÉTÉ INDICQUÉS	ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE/DE COOPÉRATION CORRESPONDANTES	NOMBRE DE DEMANDES	POURCENTAGE DU TOTAL DES DEMANDES
AMÉLIORATION DE LA CONNAISSANCE DE L'ACCORD OTC (Y COMPRIS DE SON ANNEXE 3); DIFFUSION DE L'ACCORD ET SENSIBILISATION À CELUI-CI	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue de séminaires/ateliers nationaux, formation de formateurs, diffusion de renseignements et campagnes de publicité ou d'information à l'intention des autorités chargées de la réglementation, des employés des points d'information, des représentants commerciaux et des experts d'autres organismes compétents (par exemple, organismes à activité normative et organismes d'évaluation de la conformité) en vue de la mise en œuvre de l'Accord. - Tenue de séminaires/ateliers nationaux, diffusion de renseignements et campagnes de publicité à l'intention des secteurs public et privé afin de tirer parti de l'Accord. - Obtention d'une assistance juridique pour contester les règlements techniques incompatibles avec les règles de l'OMC. 	33 ²	11,37%
MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION EFFICACES DE L'ACCORD	Mise en œuvre et administration de l'Accord en général <ul style="list-style-type: none"> - Conception/élaboration d'un plan/d'une stratégie de mise en œuvre et d'un calendrier (par exemple, au moyen de la formation, d'un appui en matière de consultation et de l'échange d'experts nationaux/de données d'expérience). - Adoption/révision des lois et des politiques relatives à la mise en œuvre et à l'administration de l'Accord (par exemple, mise en place/en application du cadre juridique). 	11 ³	3,79%
	Dans le domaine de l'élaboration, de l'adoption et de l'application de règlements techniques <ul style="list-style-type: none"> - Formation des autorités nationales chargées de la réglementation à l'élaboration de règlements techniques, de procédures d'évaluation de la conformité et de normes (y compris l'examen et la définition de nouveaux règlements en vue d'une mise en œuvre efficace). - Formation d'experts et élaboration d'un mécanisme pour faciliter l'adoption de normes internationales/de guides internationaux devant servir de base aux règlements techniques et aux procédures d'évaluation de la conformité. - Obtention d'une assistance pour que les organismes de réglementation puissent se conformer aux principes des bonnes pratiques de réglementation. - Élaboration de prescriptions techniques relatives à l'importation de marchandises usagées. 	23 ⁴	7,93%

² Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Angola; Antigua-et-Barbuda; Bangladesh; Brésil; Brunéi Darussalam; Chili; Corée; Cuba; Égypte; Guatemala; Honduras; Inde; Indonésie; Jordanie; Kenya; Lesotho; Liban*; Macao, Chine; Malaisie; Malawi; Mexique; Oman; Ouganda; Philippines; Sénégal; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sri Lanka; Tchad; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Uruguay; Venezuela.

³ Réponses des pays suivants: Angola; Brunéi Darussalam; Chili; Cuba; Guatemala; Liban*; Philippines; République kirghize; Sénégal; Tchad; Venezuela.

⁴ Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Angola; Antigua-et-Barbuda; Argentine; Brésil; Cuba; Égypte; Honduras; Jamaïque; Liban*; Malaisie; Malawi; Mongolie; Ouganda; Pakistan; Philippines; République kirghize; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sri Lanka; Tchad; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie.

DOMAINES DANS LESQUELS DES BESOINS ONT ÉTÉ INDIQUÉS	ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE/DE COOPÉRATION CORRESPONDANTES	NOMBRE DE DEMANDES	POURCENTAGE DU TOTAL DES DEMANDES
MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION EFFICACES DE L'ACCORD (SUITE)	Dans le domaine de l'élaboration, de l'adoption et de l'application de normes - Aide à la mise en œuvre du Code de pratique par les organismes à activité normative, y compris la notification des projets de normes et des programmes de travail relatifs aux normes.	10 ⁵	3,44%
	Dans le domaine des dispositions relatives à la transparence - Formation de personnel aux procédures de notification.	14 ⁶	4,82%
ÉCHANGES DE DONNÉES D'EXPÉRIENCE ENTRE LES MEMBRES AINSI QUE CONTACTS ET COOPÉRATION AU NIVEAU BILATÉRAL	Aux fins de la mise en œuvre et de l'administration de l'Accord - Échange de données d'expérience nationales (par exemple, soutien en matière de voyages d'étude/de services d'experts/de bourses d'étude et de consultation) pour la mise en œuvre et l'administration de l'Accord, le cadre juridique des pratiques de réglementation et de l'application, le fonctionnement des points d'information et la fourniture de lois types sur les questions relatives aux OTC.	20 ⁷	6,89%
	Aux fins du renforcement des capacités - Obtention d'un partenariat ou conclusion d'un Mémoire d'accord avec les organismes à activité normative d'autres Membres. - Échange d'experts/de voyages d'étude entre des laboratoires de métrologie/d'étalonnage, ou des organismes de certification et d'accréditation. - Obtention d'un partenariat ou conclusion d'un Mémoire d'accord aux fins de l'acceptation des résultats des évaluations de la conformité (par exemple, reconnaissance unilatérale; déclarations des fournisseurs; accords de reconnaissance mutuelle et transférabilité des certificats).	13 ⁸	4,48%
	Autres - Obtention de renseignements sur les règlements techniques, les procédures d'évaluation de la conformité et les normes des autres Membres. - Formation sur la façon de négocier des ARM et des accords d'équivalence et de participer à ceux-ci.	14 ⁹	4,82%

⁵ Réponses des pays suivants: Brésil; Cuba; Ghana; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sénégal; Thaïlande; Turquie.

⁶ Réponses des pays suivants: Angola; Brunéi Darussalam; Cuba; Ghana; Inde; Jordanie; Macao, Chine; Malaisie; Malawi; Ouganda; Philippines; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Thaïlande; Turquie.

⁷ Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Angola; Cuba; Honduras; Jamaïque; Jordanie; Lesotho; Malaisie; Malawi; Mongolie; Oman; Philippines; République populaire de Chine; Sri Lanka; Tchad; Thaïlande; Turquie; Uruguay; Venezuela; Zimbabwe.

⁸ Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Argentine; Colombie; Corée; Inde; Jordanie; Pakistan; Paraguay; Philippines; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Tchad; Thaïlande; Uruguay.

⁹ Réponses des pays suivants: Angola; Argentine; Bangladesh; Jordanie; Macao, Chine; Mexique; Pakistan; Philippines; République kirghize; République populaire de Chine; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Thaïlande; Uruguay; Venezuela.

DOMAINES DANS LESQUELS DES BESOINS ONT ÉTÉ INDICQUÉS	ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE/DE COOPÉRATION CORRESPONDANTES	NOMBRE DE DEMANDES	POURCENTAGE DU TOTAL DES DEMANDES
COORDINATION ET STRATÉGIE AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL	<ul style="list-style-type: none"> - Établissement/mise en œuvre/renforcement de groupes de travail/programmes nationaux pour les questions relatives aux OTC. - Élaboration de procédures/systèmes/programmes nationaux visant à soutenir la coordination entre les autorités chargées de la réglementation et d'autres organismes compétents aux fins de la mise en œuvre de l'Accord. - Élaboration d'une "base de renseignements/stratégie pour la commercialisation" à l'intention du secteur privé (par exemple, optimisation des normes et du système de contrôle de la qualité; promotion de bonnes pratiques de fabrication). - Diffusion de renseignements à l'intention des producteurs et des exportateurs, y compris systèmes de recherche et de consultation concernant les questions de règlement techniques. - Mise en place d'une approche régionale en matière de pratiques de réglementation soutenue par un renforcement des capacités au niveau régional (par exemple, mise en place/renforcement de l'infrastructure pour l'évaluation de la conformité et la surveillance du marché). 	29 ¹⁰	10%
INFRASTRUCTURE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	<p>En rapport avec les dispositions de l'Accord relatives à la transparence</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance/fonds/infrastructure matérielle pour la création et le fonctionnement de points d'information, y compris établissement d'un mécanisme permettant l'interaction avec les parties intéressées (par exemple, système d'alerte relatif aux exportations). - Mise au point/amélioration de moyens et de procédures efficaces pour la communication et la diffusion des notifications (par exemple, accès au réseau de télécommunication, matériel informatique et logiciels permettant la création d'une base de données en ligne et d'un site Internet interactif et la publication; système/moyens techniques fournis aux exportateurs pour rechercher et consulter les règlements techniques; établissement d'une interface avec le site Internet de l'OMC et les points d'information; et obtention d'imprimantes, de télécopieurs et de photocopieuses). - Obtention des publications techniques des autres points d'information. 	31 ¹¹	10,68%

¹⁰ Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Angola; Brésil; Brunéi Darussalam; Corée; Égypte; Ghana; Guatemala; Honduras; Inde; Indonésie; Jordanie; Kenya; Lesotho; Liban*; Macao, Chine; Mexique; Mongolie; Paraguay; Philippines; République populaire de Chine; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sénégal; Tchad; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; Venezuela; Zimbabwe.

¹¹ Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Angola; Argentine; Brésil; Brunéi Darussalam; Cuba; Égypte; Ghana; Inde; Indonésie; Jordanie; Kenya; Lesotho; Macao, Chine; Malaisie; Malawi; Mexique; Oman; Ouganda; Philippines; République kirghize; République populaire de Chine; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sainte-Lucie; Sénégal; Tchad; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; Venezuela; Zimbabwe.

DOMAINES DANS LESQUELS DES BESOINS ONT ÉTÉ INDIQUÉS	ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE/DE COOPÉRATION CORRESPONDANTES	NOMBRE DE DEMANDES	POURCENTAGE DU TOTAL DES DEMANDES
INFRASTRUCTURE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (SUITE)	En rapport avec les organismes à activité normative - Mise en place/amélioration des organismes nationaux à activité normative aux fins de l'élaboration, de l'adoption et de l'application de normes (par exemple, fourniture d'une infrastructure matérielle, y compris de moyens électroniques). - Conception/amélioration des mécanismes permettant d'obtenir des renseignements sur les normes et guides nationaux/internationaux. - Traduction des normes internationales dans la langue officielle nationale.	16 ¹²	5,51%
	En rapport avec les organismes d'évaluation de la conformité - Mise en place/amélioration de l'infrastructure et du système d'évaluation de la conformité (par exemple, assistance/fonds/coopération aux fins de la création de laboratoires, d'une infrastructure de métrologie, d'organismes d'inspection, d'essais, de certification et d'accréditation; assistance en vue d'obtenir une reconnaissance des organismes d'accréditation internationaux/régionaux). - Formation d'experts pour les organismes d'évaluation de la conformité et en matière de métrologie et de mesure. - Élaboration d'un système national de mesure. - Fourniture à des laboratoires du matériel nécessaire et de l'assistance technique correspondante.	28 ¹³	9,65%
	Autres - Modernisation des systèmes/structures de réglementation et de normalisation. - Création d'une base de données/d'inventaires pour des évaluations environnementales (par exemple, matériel informatique/logiciels et experts). - Fourniture de documentation technique portant sur divers domaines.	7 ¹⁴	2,41%

¹² Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Angola; Bangladesh; Brunéi Darussalam; Honduras; Jordanie; Lesotho; Mexique; Philippines; République kirghize; République populaire de Chine; Sainte-Lucie; Tchad; Thaïlande; Turquie; Zimbabwe.

¹³ Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Angola; Antigua-et-Barbuda; Argentine; Bangladesh; Colombie; Ghana; Honduras; Jamaïque; Jordanie; Kenya; Liban*; Malawi; Mongolie; Oman; Ouganda; Pakistan; Paraguay; Philippines; République kirghize; Sainte-Lucie; Sénégal; Sri Lanka; Tchad; Trinité-et-Tobago; Turquie; Uruguay; Zimbabwe.

¹⁴ Réponses des pays suivants: Angola; Colombie; Inde; Jordanie; Philippines; République kirghize; Thaïlande.

DOMAINES DANS LESQUELS DES BESOINS ONT ÉTÉ INDICQUÉS	ACTIVITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE/DE COOPÉRATION CORRESPONDANTES	NOMBRE DE DEMANDES	POURCENTAGE DU TOTAL DES DEMANDES
PARTICIPATION AUX TRAVAUX DU COMITÉ OTC DE L'OMC ET D'AUTRES ORGANISATIONS	Travaux du Comité OTC - Financement de la participation de fonctionnaires/experts nationaux aux réunions et aux travaux portant sur les OTC. - Amélioration de la connaissance des travaux du Comité et de leur incidence et sensibilisation à ceux-ci au moyen de séminaires/ateliers. - Acquisition de compétences en matière de négociation.	12 ¹⁵	4,13%
	Travaux d'autres organisations - Financement de l'affiliation/participation aux organismes internationaux/activités internationales de normalisation (par exemple, dans des domaines présentant un intérêt particulier pour le pays). - Amélioration de la participation/sensibilisation aux normes internationales et aux guides d'évaluation de la conformité pour encourager/faciliter leur utilisation. - Formation aux tâches de secrétariat concernant les comités/sous-comités/groupes de travail. - Formation à l'utilisation des normes internationales et des guides internationaux.	13 ¹⁶	4,48%
ACCÈS AUX MARCHÉS ET AUTRES	- Obtention d'un dispositif d'accréditation plus accessible et plus rentable et à d'autres procédures d'évaluation de la conformité mis en œuvre par les pays développés Membres. - Fourniture de services de certification de systèmes aux PME. - Tenue de séminaires/ateliers visant à améliorer l'accès aux marchés pour les produits des pays en développement. - Formation d'experts sur l'application de technologies de recyclage/récupération (par exemple, concernant la gestion des déchets, l'écodesign, l'écoétiquetage, l'analyse du cycle de vie, la responsabilité environnementale et l'évaluation des risques).	16 ¹⁷	5,51%
TOTAL		290	100%

¹⁵ Réponses des pays suivants: Bangladesh; Brunéi Darussalam; Colombie; Cuba; Égypte; Ghana; Jordanie; Macao, Chine; Mongolie; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Zimbabwe.

¹⁶ Réponses des pays suivants: Argentine; Bangladesh; Égypte; Inde; Lesotho; Macao, Chine; Mongolie; Philippines; République kirghize; République populaire de Chine; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Uruguay.

¹⁷ Réponses des pays suivants: Afrique du Sud; Argentine; Bangladesh; Colombie; Corée; Égypte; Inde; Jordanie; Kenya; Mongolie; République kirghize; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sénégal; Thaïlande; Uruguay; Zimbabwe.

ANNEXE 1**LISTE DES MEMBRES OU OBSERVATEURS AYANT
COMMUNIQUÉ LEURS RÉPONSES**

Membre ou observateur		Cote du document
1.	Brunéi Darussalam	JOB(02)/99
2.	Argentine	JOB(02)/99/Add.1
3.	Macao, Chine	JOB(02)/99/Add.2
4.	Singapour	JOB(02)/99/Add.3
5.	Pérou	JOB(02)/99/Add.4
6.	Brésil	JOB(02)/99/Add.5
7.	Indonésie	JOB(02)/99/Add.6
8.	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu	JOB(02)/99/Add.7
9.	Thaïlande	JOB(02)/99/Add.8
10.	Madagascar	JOB(02)/99/Add.9
11.	Chili	JOB(02)/99/Add.10
12.	Philippines	JOB(02)/99/Add.11
13.	Paraguay	JOB(02)/99/Add.12
14.	Colombie	JOB(02)/99/Add.13
15.	République kirghize	JOB(02)/99/Add.14
16.	Mexique	JOB(02)/99/Add.15
17.	Chine	JOB(02)/99/Add.16
18.	Inde	JOB(02)/99/Add.17
19.	Liban	JOB(02)/99/Add.18
20.	Oman	JOB(02)/99/Add.19
21.	Lesotho	JOB(02)/99/Add.20
22.	Malawi	JOB(02)/99/Add.21
23.	Kenya	JOB(02)/99/Add.22
24.	Tchad	JOB(02)/99/Add.23
25.	Cuba	JOB(02)/99/Add.24
26.	Venezuela	JOB(02)/99/Add.25
27.	Honduras	JOB(02)/99/Add.26
28.	Sénégal	JOB(02)/99/Add.27
29.	Angola	JOB(02)/99/Add.28
30.	Zimbabwe	JOB(02)/99/Add.29
31.	Saint-Vincent-et-les Grenadines	JOB(02)/99/Add.30
32.	Maurice	JOB(02)/99/Add.31
33.	Jordanie	JOB(02)/99/Add.32

Membre ou observateur		Cote du document
34.	Corée	JOB(02)/99/Add.33
35.	Malaisie	JOB(02)/99/Add.34
36.	Afrique du Sud	JOB(02)/99/Add.35
37.	Mongolie	JOB(02)/99/Add.36
38.	Bangladesh	JOB(02)/99/Add.37
39.	Sainte-Lucie	JOB(02)/99/Add.38
40.	Ghana	JOB(02)/99/Add.39
41.	Trinité-et-Tobago	JOB(02)/99/Add.40
42.	Ouganda	JOB(02)/99/Add.41
43.	Égypte	JOB(02)/99/Add.42
44.	Jamaïque	JOB(02)/99/Add.43
45.	Guatemala	JOB(02)/99/Add.44
46.	Uruguay	JOB(02)/99/Add.45
47.	Turquie	JOB(02)/99/Add.46
48.	Sri Lanka	JOB(02)/99/Add.47
49.	Antigua-et-Barbuda	JOB(02)/99/Add.48
50.	Pakistan	JOB(02)/99/Add.49